

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article1988>

# **Le débat sur les libertés ne prend pas dans l'opinion américaine**

- Renseignement - International -



Date de mise en ligne : samedi 20 mai 2006

---

**Spyworld Actu**

---

### **Le débat entre défense des libertés civiques et protection face à la menace terroriste fait rage à Washington mais ne trouve pas un grand écho au sein d'une population jugeant majoritairement que le sacrifice de certains droits est le prix à payer après le 11-Septembre.**

Le processus de confirmation du général Michael Hayden, nommé par George Bush pour prendre la direction de la CIA, a débuté jeudi au Sénat. Les auditions ont illustré la virulence de cette polémique classique entre liberté et sécurité. Hayden, ancien directeur de l'Agence de la sécurité nationale (NSA, militaire), est en effet l'architecte d'un programme d'écoutes mis en place pour assurer la protection des Etats-Unis après les attentats du 11 septembre 2001.

Ce programme a permis à la NSA d'intercepter les appels téléphoniques et les courriels internationaux émanant ou destinés à des personnes soupçonnées de terrorisme, sans obtenir au préalable l'autorisation d'un tribunal.

Et, parce qu'il est contraire à une loi de 1978, la Foreign Intelligence Surveillance Act, qui prohibe la surveillance d'Américains sur le territoire des Etats-Unis sans autorisation judiciaire, la révélation de son existence a suscité une très forte controverse.

Mais ce débat, omniprésent sur la colline du Capitole, dans les médias et les milieux universitaires - renforcé par de nouvelles révélations sur des listings de millions de numéros de téléphone composés à travers le pays - ne devrait pas changer l'état d'esprit global. Selon les sondages, plus d'un Américain sur deux pense que perdre certaines libertés est le prix nécessaire à payer pour éviter une réédition du 11-Septembre.

#### **LE PRISME DU 11-SEPTEMBRE**

"L'opinion publique examine ce débat à travers le prisme du 11-Septembre, elle relève que nous n'avons pas été attaqués depuis lors et que cela s'explique par d'autres raisons que le seul jeu du hasard", estime Mac Thrower, responsable des pages opinion du Paducah Sun, un journal du Kentucky.

"Pour cette raison, je pense qu'il existe un soutien très solide pour l'action du président (Bush) dans ce domaine et, a contrario, que les inquiétudes relatives à des menaces contre les libertés civiles ne sont pas vraiment partagées", ajoute-t-il.

La chaîne CNN faisait état jeudi d'un sondage montrant que 54% des Américains sont favorables à l'archivage d'appels téléphoniques dans la recherche de terroristes. La semaine dernière, un sondage USA Today/Gallup chiffrait à 53% la proportion des personnes interrogées estimant que les restrictions des libertés civiles décidées par l'administration Bush étaient appropriées ou insuffisantes.

Au-delà de la persistance de l'impact du 11-Septembre, de nombreux facteurs expliquent ces résultats. L'Irak, l'économie, l'emploi, l'immigration sont autant de sujets qui préoccupent beaucoup plus les Américains et refoulent la protection des libertés civiles au bas de l'échelle de leurs priorités.

Richard Ben-Veniste, démocrate qui a siégé au sein de la Commission d'enquête sur le 11-Septembre, parle même d'une indifférence, décourageante mais guère surprenante, selon lui.

"A moins qu'ils ne soient directement affectés dans leur vie personnelle, les gens ne sont pas aussi vigilants qu'ils devraient l'être et peut-être pas aussi informés qu'ils devraient l'être sur l'importance des protections constitutionnelles de nos libertés civiles", ajoute-t-il.

### "LES PROFESSIONNELS DE L'ANGOISSE"

A l'inverse, certains commentateurs jugent ce débat exagéré et dangereux pour la lutte contre le terrorisme.

"Les professionnels de l'angoisse se font peur en proclamant à en perdre haleine que le fascisme est arrivé", s'emporte Max Boot, du Council of Foreign Relations, dans une tribune publiée cette semaine par le Los Angeles Times.

"Si les agitateurs des libertés civiles, les politiciens grandiloquents et les éditorialistes pleins de suffisance obtenaient gain de cause, nous devrions renoncer à notre ligne de défense la plus efficace et ce, au nom d'inquiétudes en grande partie hypothétiques sur des violations de la vie privée", ajoute-t-il. Pour d'autres, la lente érosion des libertés individuelles ces dernières années a conduit à une forme de résignation sous-jacente.

"Tout ce que nous faisons semble être surveillé, le moindre de nos achats est archivé par des entités privées. J'ai l'impression que l'opinion s'est habituée", avance Lewis Katz, qui enseigne le droit à la Case Western Reserve University de Cleveland, dans l'Ohio.

D'où la difficulté qu'éprouvent par exemple les représentants de la communauté arabe des Etats-Unis à convaincre leurs concitoyens que tout le monde est menacé. "Ce que les gens doivent vraiment comprendre, c'est que cela affecte tout individu vivant dans ce pays. Les libertés individuelles de chacun ici sont en jeu", prévient Rana Abbas-Chami, numéro deux du Comité antidiscrimination américano-arabe dans le Michigan.

*Post-scriptum :*

<http://www.lexpress.fr/info/infojou...>